

Les produits de Marque
— annuaires dans le Journal de Roubaix —
— tous les jours —
— tous les jours —
— tous les jours —

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

JEUDI 2 NOVEMBRE 1933.

UN BIJOU FIX
CUIRASSÉ D'OR
APRÈS UN SIÈCLE
BRILLE ENCORE



CHEQUES
POSTAUX
87 LILLE

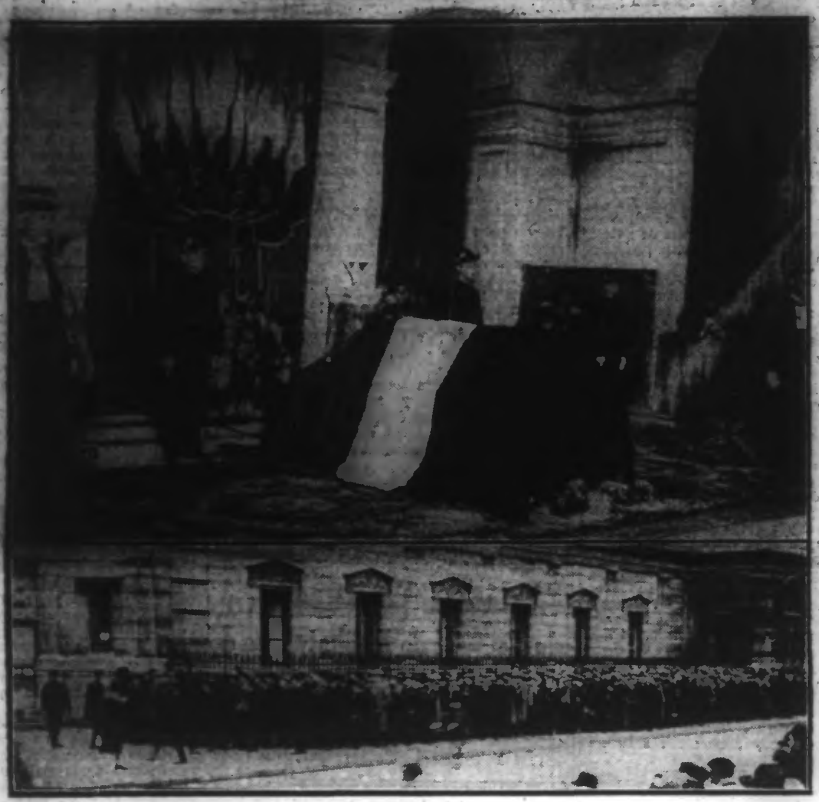
ABONNEMENTS

Nord et limitrophes	6 mois, 25.00	1 an, 45.00	1 an, 75.00
Autres départements	— 28.00	— 48.00	— 80.00
Belgique	— 30.00	— 50.00	— 85.00
Union Postale-Tarif A	— 35.00	— 60.00	— 100.00
Tarif B	— 40.00	— 70.00	— 110.00

REDACTION

ROUBAIX	45 à 71, Grande-Rue, Tél. 227.52, 227.53, 227.54.
TOURCOING	24, rue Carnot, Tél. 37.
LILLE	3, rue Faidherbe, Tél. 539.51.
PARIS	35, boulevard des Capucines, Tél. Louvre 09.49.
MOUScron	102, rue de la Station, Tél. 544.

AVANT LES FUNÉRAILLES DE M. PAUL PAINLEVÉ



En haut : AUX ARTS ET MÉTIERS, LE CERCUEIL DE M. PAINLEVÉ EST EXPOSÉ DANS LA GRANDE SALLE DES ECHOS ET VEILLÉ PAR DES PROFESSEURS DE LA FACULTÉ DES SCIENCES ET DES POLYTECHNIQUES.
En bas : LA FOULE QUI ATTEND POUR DÉFILER. (Mond. Ph. Pr.)
Paris, 1^{er} novembre. — En raison du deuil national pris à l'occasion de la mort de M. Painlevé, le ministre de l'Intérieur a prescrit de mettre les drapeaux en berne sur tous les bâtiments publics jusqu'à la fin des obsèques.

M. André Tardieu proclame nécessaire une rénovation de la démocratie française

M. André Tardieu, fait paraître dans « l'Illustration » un nouvel article qui fait suite à ceux qu'il a déjà publiés dans ce même organe sous le titre « Pour en sortir ».

Cet article est l'avant-dernier de sa série et l'ancien président du Conseil y ramasse les chefs principaux de son argumentation, pesant et jugeant les critiques qui ont assailli les solutions qu'il recommande.

Il entend tout d'abord défendre l'ensemble de son programme.

Chacune des réformes que je recommande, affirme M. Tardieu, a le même but : mettre fin aux trois asservissements qui ont dénaturé notre démocratie en substituant le gouvernement de quelques-uns au gouvernement de tous.

Ces trois asservissements sont : celui de l'exécutif, du législatif et du corps électoral.

L'éminent auteur de l'article remarque que les plus ardents adversaires qu'il ait rencontrés, sont les bénéficiaires des abus qu'il faut abolir. Puis il porte le fer dans la plaie en déclarant que les privilèges du régime actuel « ont substitué à l'égalité du régime républicain, les profits d'un régime de clientèle ».

A l'aide de quelques exemples typiques, le secrétaire de l'article développe son exposé. Voici quelques-unes de ses phrases lapidaires : « Avant 1789, 85 % des Français payaient l'impôt, 15 % le dépeçaient. Aujourd'hui, 15 % le paient et 85 % en profitent ».

Le privilège politique est de même ordre : influences, facilités, faveurs, décorations appartiennent à une minorité. Une féodalité s'est recréée.

Il en résulte que les Chambres « passent leur temps à satisfaire, aux dépens du budget, les exigences qu'elles « schématisent ». Cependant, une heure arrive toujours où l'intérêt public se venge d'avoir été sacrifié aux intérêts particuliers.

« Au bout du compte, qu'est-ce que la nation ? », demande au jour le jour le général Philippe d'Orléans, dont la moralité n'était point supérieure à celle de nos modernes camarades.

Une révolution lui a répondu.

La même réponse est possible pour demain, comme elle fut possible pour hier.

(Lire la suite page 2).

LES SPORTS DANS LA RÉGION

EN FOOTBALL, LE NORD A FAIT MATCH NUL AVEC LA HONGRIE EN BOXE, LE ROUBAISIEEN PRAXILLE GYDÉ A BATTU KID OLIVA



En haut : DEUX PHASES DU MATCH NORD-HONGRIE, AU STADE VICTOR-BOUCQUEY, A LILLE ; A GAUCHE : UN ARRIVE HONGROIS STOPPE SIMONYI, QUI ALLAIT S'EMPARER DE LA BALLE. — A DROITE : LE CENTRE AVANT DE L'O. LILLOIS VA FAIRE, À SON ALTER DROIT, UNE PASSE DANS SON STYLE SI PARTICULIER.
En bas : LE CHAMPIONNAT D'EUROPE DE BOXE (POIDS MOUCHES), AU PALAIS DE LA BOXE, A LILLE ; PRAXILLE GYDÉ MONTE SUR LE RING. (Lire les comptes rendus en Vie Sportive.)

La Toussaint et le souvenir des morts



LA MANIFESTATION DU SOUVENIR AU CIMETIÈRE DU BLANC-SEAU, A TOURCOING
A gauche : M. ARENSIEUX, conseiller municipal, prononçant son discours devant le monument aux morts. — A droite, dans le médaillon, M. VANDERHAGEN, président des Anciens Combattants du Blanc-Sean. (Photo de J. de R.)



AU CIMETIÈRE MILITAIRE DE WASQUEHAL (Photo de J. de R.)
Pendant le dépôt de la couronne offerte par l'Administration municipale.
En médaillon (à gauche) : M. DÉTAILLEUR, maire, prononçant son discours à droite : M. le PRÉSIDENT DES ANCIENS COMBATTANTS. (Lire les comptes rendus page 3.)

Le franc restera fort malgré les manœuvres des États-Unis

Paris, 1^{er} novembre. — On déclare catégoriquement, tant au ministère des Finances qu'à la Banque de France, que la solidité du franc ne saurait, en aucune façon, être compromise par la manœuvre que va tenter M. Roosevelt en effectuant des achats massifs d'or sur les marchés européens, dans un but que le Président des États-Unis n'a d'ailleurs pas encore précisé.

Ces déclarations optimistes se fondent sur plusieurs raisons :

La manœuvre américaine ne peut porter que sur moins de dix milliards de francs. En effet, la masse monétaire se chiffre à 103 milliards. Environ quatre-vingt-quinze d'entre eux constituent la richesse propre de la nation et sont détenus par des Français qui, même spéculateurs, ne sauraient abandonner des francs, monnaie saine, pour acheter une monnaie instable et volontairement dévaluée.

D'ailleurs, la Banque de France ne pourrait, en aucun cas, atteindre un minimum correspondant au montant de la masse de manœuvre indispensable à la vie économique de la nation.

Ajoutons que, si de 100 milliards la circulation monétaire devait être ramenée à 90 milliards, l'encaisse métallique de la Banque de France se chiffrerait encore à plus de 70 milliards. L'encaisse étant réduite proportionnellement à la circulation monétaire, la garantie métallique de la devise, environ des quatre cinquièmes, resterait inchangée.

Quand nous aurons dit que l'idée américaine qui consiste à échanger des dollars contre des livres, puis à échanger ces livres contre des francs, s'avère pour les mêmes raisons également irréalisable, la livre, bien que dévaluée, étant plus stable que le dollar et, par conséquent, plus enviable, nous aurons montré comment se vérifie la réelle solidité du franc.

Au reste, d'après les indications recueillies jusqu'ici, aucun retrait d'or important ne paraît devoir être effectué de la Banque de France. Sans doute, le bilan, au 27 octobre, de la Banque mentionne une légère diminution de l'encaisse métallique, mais celle-ci n'a été provoquée que par des retraits de devises que la Suisse et la Hollande avaient déposés en France en juillet dernier, pour des raisons de politique intérieure.

Enfin, la politique financière de la France, parfaitement indépendante de l'expérience américaine, reste de fidélité à l'étalon-or, sans même admettre, contrairement à certains bruits, la possibilité d'un accord international qui limiterait les échanges de devises et qui équivalait, pour les pays demeurés fidèles à l'étalon-or, à abandonner globalement la stabilité de leurs monnaies.

Le spectacle se modernise au Japon



A TOKIO SE CONSTRUIT ACTUELLEMENT LE PLUS GRAND CINÉMA DU JAPON, QUI CONTIENDRA 5.000 PLACES.

Un grand débat de politique étrangère en Angleterre

Londres, 1^{er} novembre. — L'annonce de ce vaste débat de politique étrangère, qui s'ouvrira le jour même de la rentrée des Communes, incite les principaux organes de la presse britannique à définir de nouveau leurs positions respectives.

Jamais, écrit notamment le « Daily Herald », il n'a été plus indispensable que le Gouvernement britannique montre la voie aux autres peuples, en affirmant de nouveau sa fidélité sans réserve à la S.D.N. et sa ferme résolution de remplir tous les engagements qu'il a contractés aux termes du pacte de Locarno.

Il est déraisonnable, déclare le « Morning Post », de dénoncer un traité pour cette seule raison qu'il nous mène à des affaires dont il nous est impossible de nous désintéresser.

Sarret n'a pas encore signé son pourvoi en cassation

Aix-en-Provence, 1^{er} novembre. — Sarret n'a pas encore signé son pourvoi en cassation, car on lui prête l'intention d'user de cette dernière latitude que la loi lui offre. Dans sa cellule de condamné à mort, vêtu d'un costume de bure et des fers aux pieds, Sarret a passé calmement sa première nuit sous la surveillance d'un gardien. Pour toute nourriture, il a du pain et de l'eau. Il en sera ainsi jusqu'au moment où le président de la République se sera prononcé sur son sort.

M^{re} Roche, avocat, a été autorisé, cet après-midi, à conférer avec son client. L'entretien a duré une demi-heure environ. De leur côté, les sœurs Schmidt se sont montrées très agitées, notamment Catherine. Si elles ne se pourvoient pas en cassation, comme on le presume, elles seront sûrement, avant la fin de l'année, transférées dans une maison centrale où elles purgeront leur peine.

Comment Lamartine confia à un Roubaisien ses embarras financiers

Lors de la dernière exposition lamartineenne, à Berzée, au mois de juillet, où l'on célébrait le centenaire de l'élection du grand poète dans la Flandre française, de nombreux documents furent exposés dans le musée ouvert à cet effet.

L'un d'eux était particulièrement intéressant, car il jetait un jour cruel sur les embarras financiers qui envahirent le poète dans ses dernières années et l'obligeèrent à une besogne incertaine pour sortir des graves difficultés auxquelles l'avaient soulevés son inappréhension et ses manières de grand homme. Ce document, que nous avons pu consulter, est la propriété des descendants d'un Roubaisien, M. Ernout-Bavart.

Guizot lui-même, dans ses lettres à M^{re} de Gasparin, écrivait en 1835 :